

# La conférence de Montréal, essentielle

**Le mouvement LGBT reste relativement faible, dans les pays francophones. La Conférence internationale LGBT à Montréal «Egalité et légalité» d'août 2017 lui redonnerait-elle un souffle ?**

**Robert SIMON,**  
délégué régional  
Ile-de-France de  
la LDH, président  
de Solidarité  
internationale  
LGBTQI

**S**i les droits des personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres (LGBT) ont beaucoup progressé dans les pays européens depuis quarante ans, on remarque que le fossé se creuse avec d'autres – et ils sont nombreux –, où l'homophobie progresse (du fait du manque de liberté d'expression et de la virulence des médias homophobes...).

Quelle que soit l'intensité de l'homophobie, le mouvement LGBT s'organise partout, parfois de manière clandestine étant donné la violence de la répression de l'Etat ou plus souvent encore de la société civile et notamment des milieux religieux. Lorsqu'on assiste aux conférences internationales de l'International Lesbian and Gay Association (ILGA), on est admiratif devant les risques pris par des militants... Mais l'on remarque, aussi, l'absence quasi totale de militants, de responsables politiques, d'universitaires ou de collectivités locales des pays francophones. Lors de la dernière conférence internationale en décembre 2016, à Bangkok, le Commonwealth était présent mais pas l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Le mouvement LGBT est plus faible, moins visible dans les pays anglophones, hispanophones ou lusophones. Ce défaut de visibilité prive le mouvement francophone de soutiens internationaux ; il ne parvient donc pas à se renforcer. C'est un cercle vicieux.

Les travaux de Global Philanthropy Project sur les financements accordés pour les associations



© PHOTOTHÈQUE ROUGE, TN

LGBT dans le monde montrent cette faiblesse des soutiens vers les pays francophones<sup>(1)</sup>. L'Etat français comme les fondations privées sont d'ailleurs quasi inexistantes, dans ce rapport. Si la France s'est fortement engagée dans la lutte contre le sida dans le monde, elle est beaucoup plus frileuse pour la défense des droits des personnes LGBT. C'est notamment pour changer cela que l'association Solidarité internationale LGBTQI<sup>(2)</sup> essaye, pour sa part, de mobiliser des ressources humaines et financières.

## Un événement fort et utile

La décision du gouvernement du Québec d'organiser une conférence internationale francophone LGBT à Montréal, le 18 août 2017, constitue un événement historique pour le mouvement LGBT des pays francophones. Un succès par le nombre de contributions reçues, le nombre et la diversité géographique des participants, et, aussi, par l'engagement politique fort du gouvernement québécois<sup>(3)</sup>. Bien qu'elle n'ait duré qu'une journée, qu'elle ait été peu médiatisée en dehors

du Canada, cette Conférence a permis de montrer tout le travail qu'il reste à faire avec les autres pays francophones pour avancer ensemble dans la défense des droits humains et notamment ceux, incontournables, des personnes LGBTQI.

Fierté Montréal, organisatrice de cette même Conférence, a essayé, avec le soutien de l'Inter-LGBT et de Solidarité internationale LGBTQI, de mobiliser le ministère français des Affaires étrangères pour qu'il y apporte un soutien. En vain. Solidarité internationale LGBTQI a toutefois réussi à obtenir une subvention de cinq mille euros de la Ville de Paris pour attribuer des bourses à des militant-e-s d'Afrique et de Haïti pour qu'ils-elles puissent y participer. L'avenir dira si le gouvernement du Québec aura assez de persévérance pour porter haut et durablement le drapeau arc-en-ciel, dans ses relations diplomatiques. Réussira-t-il à obtenir un soutien complet du gouvernement fédéral du Canada ? A entraîner la France dans son sillage ? A convaincre l'OIF à débattre des droits des personnes LGBTQI et sortir du tabou actuel ? ●

(1) <https://globalphilanthropyproject.org/2016/06/23/2013-2014-global-resources-report/>.

(2) Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queer et intersexes.

(3) La ministre de la Justice, la ministre des Affaires étrangères et le Premier Ministre y ont affirmé leur volonté de poursuivre leur engagement pour soutenir le mouvement LGBT dans les pays francophones.